

Le président argentin Alberto Fernández demande le changement de la direction de l'OEA au Sommet des Amériques



Buenos Aires (RHC) - Le président de l'Argentine, Alberto Fernández, a déclaré que l'Organisation des États américains (OEA) doit être restructurée si elle veut redevenir un organisme de référence, lors de sa présentation devant les chefs d'État et de gouvernement au IXe Sommet des Amériques.

"L'OEA, si elle veut être respectée et être la plate-forme politique régionale pour laquelle elle a été créée, doit être restructurée en éliminant ceux qui la conduisent", a déclaré Fernandez lors de la réunion plénière du forum hémisphérique qu'accueille la ville américaine de Los Angeles (sud-ouest).

En tant que président de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), Fernandez a noté que l'OEA a été "utilisée comme gendarme pour faciliter un coup d'État en Bolivie". Le chef d'état a également rejeté l'ingérence qui a eu lieu dans la Banque interaméricaine de développement (BID).

"Ils se sont approprié la direction de la BID, qui historiquement était aux mains de l'Amérique latine", a-t-il déclaré devant ses pairs.

Le président argentin a donc jugé nécessaire un "processus de capitalisation pour avoir plus et de meilleurs moyens de financement" au sein de l'organisme. En parallèle, Fernandez a réclamé que "les banques de développement régional, sans plus tarder, doivent rendre leur gouvernance à l'Amérique latine et aux Caraïbes". Il a en outre souligné que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est sortie "de la pandémie comme la région la plus endettée du monde en développement".

A propos, "le poids moyen de la dette extérieure dépasse 77% du produit régional brut", a estimé Alberto Fernández.



Le dirigeant latino-américain a également critiqué le fait que tous les pays n'aient pas été invités au IXe Sommet des Amériques à la suite de la décision des États-Unis de ne pas inviter Cuba, le Nicaragua et le Venezuela au forum hémisphérique.

"Je regrette que nous n'ayons pas été tous présents dans ce cadre si propice au débat", a-t-il déclaré jeudi lors de la séance plénière d'ouverture.

Fernandez a remis en question "l'ordre mondial" dans lequel "le monde central a fixé des règles financières évidemment inéquitables", et a évoqué le blocus que subit Cuba "depuis plus de six décennies, produit des années de Guerre Froide". "Le Venezuela en tolère un autre, alors qu'une pandémie qui ravage l'humanité entraîne des millions de vies", a-t-il déclaré.

Le dirigeant sud-américain a signalé que "des mesures de ce type visent à imposer des conditions aux gouvernements", et a insisté sur le fait qu'il aurait aimé assister à "un autre sommet des Amériques que celui-ci".

"Le silence des absents nous interpelle", a-t-il soutenu à la suite de la décision des Etats-Unis de ne pas inviter au sommet Cuba, le Nicaragua et le Venezuela.

Le président argentin a fait observer que "pour que cela ne se reproduise plus", le fait d'être le hôte du Sommet des Amériques ne devrait pas conférer "la capacité d'imposer le droit d'admission aux pays membres du continent".

Ensuite, Fernandez a invité son homologue nord-américain, Joe Biden, à "s'ouvrir fraternellement pour favoriser des intérêts communs".

En s'adressant au dirigeant démocrate, le chef de l'Etat a souligné que la démarche qui l'a précédé "a établi une politique immensément préjudiciable à notre région".

À titre d'exemple, Fernandez a remis en question le rôle de l'Organisation des États américains (OEA) dans le coup d'État bolivien.

En outre, "les actions de rapprochement avec Cuba dans lesquelles le pape François a mesuré ont été démantelées", a-t-il déclaré.

C'est pourquoi "on ne peut pas imposer une pensée unique dans un monde qui exige l'harmonie symphonique face aux drames existants", a-t-il insisté.

Ensuite, Fernandez a invité sa paire américaine, Joe Biden, à "s'ouvrir fraternellement pour favoriser des intérêts communs".

En s'adressant au dirigeant démocrate, le chef de l'Etat a souligné que la démarche qui l'a précédé "a établi une politique immensément préjudiciable à notre région".

À titre d'exemple, Fernandez a remis en question le rôle de l'Organisation des États américains (OEA) dans le coup d'État bolivien.

En outre, "les actions de rapprochement avec Cuba dans lesquelles le pape François a mesuré ont été démantelées", a-t-il déclaré.

C'est pourquoi "on ne peut pas imposer une pensée unique dans un monde qui exige l'harmonie symphonique face aux drames existants", a-t-il insisté.

Le Sommet des Amériques, qui a été créé en 1994 et se réunit habituellement tous les trois ans, à l'exception de l'édition précédente, qui a eu lieu en 2018, est la seule rencontre qui réunit en principe les 35 chefs d'État des États-Unis membres de l'OEA.

Alberto Fernandez a réclamé la nécessité de prendre des initiatives pour mettre en place une surtaxe sur les bénéfices supplémentaires que certaines entreprises ont pu tirer de la hausse des prix internationaux.

"Le revenu inattendu que la guerre a donné en cadeau aux grandes sociétés alimentaires, pétrolières et d'armement doit être taxé pour améliorer la distribution des revenus", a-t-il déclaré.

Le président de l'Argentine a revendiqué ces mesures devant ses pairs lorsque son gouvernement a envoyé cette semaine un projet de loi en ce sens au Congrès.

Dans cette ligne de discours, Fernandez a réclamé l'importance de "politiques fiscales progressives même si les élites domestiques" les contestent "comme un danger pour la qualité démocratique".

"Il n'y a pas de théorie du déversement de richesse qui ait fonctionné, il est temps que nous en prenions note et que nous agissions en conséquence", a-t-il exhorté.

Dans une autre partie de sa présentation, le chef d'état a présenté deux propositions.

La première, "organiser à l'échelle continentale la production d'aliments et de protéines", a-t-il déclaré.

Il a suggéré de développer dans la région le "potentiel énergétique et minier critique pour la transition écologique".

Le président argentin a mentionné, en particulier, comment le changement climatique affecte la région des Caraïbes "de manière dramatique", et a réclamé "des aides financières" en défendant que la région est créancière environnementale et n'est pas responsable des émissions de gaz à effet de serre.

À la fin de son message, Fernandez a exprimé son souhait d'"une Amérique fraternellement unie" qui s'engage à ce que "tous les êtres humains (...) aient droit au pain, à la terre, au toit et à un travail décent".

Source Sputnik

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/290271-le-president-argentin-alberto-fernandez-demande-le-changement-de-la-direction-de-loea-au-sommet-des-ameriques>



Radio Habana Cuba